

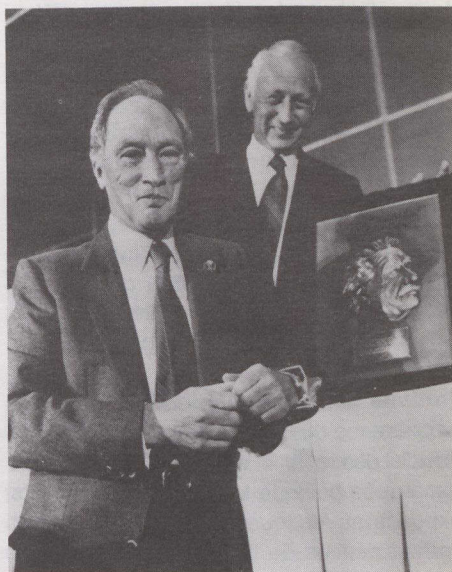
Pierre Trudeau reçoit le Prix de la paix

L'ancien premier ministre du Canada Pierre-Elliott Trudeau a accepté, le 13 novembre, à Washington, le Prix international de la paix décerné par la Fondation Albert-Einstein.

M. Trudeau, qui parlait devant quelque 200 éminentes personnalités venues participer au repas donné en son honneur dans la capitale américaine, a souligné que, pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent les relations Est-Ouest, l'Alliance atlantique doit adopter les mesures suivantes :

- annoncer comme politique officielle de l'OTAN le non-recours à l'arme nucléaire, politique qui deviendrait applicable après la réduction des forces conventionnelles;
- prendre en considération les positions des Soviétiques lors des pourparlers sur l'équilibre des forces conventionnelles, à Vienne;
- engager des pourparlers exploratoires entre les cinq membres du « club nucléaire » (la Chine, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique) sous l'égide du secrétaire général de l'ONU;
- prendre position en faveur de l'interdiction des essais et du déploiement des systèmes anti-satellites de haute altitude;
- annoncer un moratoire sur le déploiement des missiles intermédiaires en Europe.

La Fondation Albert-Einstein pour la paix a décerné son prix annuel à Pierre Trudeau pour le récompenser de ses efforts en faveur du contrôle des armements nucléaires et de son initiative de paix, initiative



Canapress

Le président de la Fondation Albert-Einstein, M. Norman Cousins, (à droite) remet le cinquième Prix international de la paix à Pierre Trudeau.

qui a occupé le dirigeant canadien pendant quatre mois et l'a conduit à accomplir un périple dans 17 pays.

M. Pierre Trudeau est le cinquième récipiendaire du prix de la Fondation Einstein qui est assorti d'une bourse de \$ 50 000.

M. Trudeau a dit vouloir poursuivre son initiative de paix et ses efforts pour convaincre les dirigeants du monde d'appliquer des politiques de paix.

La crise alimentaire en Afrique

M. David MacDonald vient d'être nommé coordonnateur canadien pour la crise alimentaire en Afrique et entrera en fonction immédiatement.

Des milliers d'Éthiopiens sont présentement à l'article de la mort et, selon certains observateurs, sept millions d'entre eux sont menacés par la crise alimentaire. Sur le continent africain, 150 millions de personnes dans 24 pays sont affectées par la famine. En nommant M. David MacDonald coordonnateur, le gouvernement réagit à cette tragédie humaine et cherche à impliquer les Canadiens dans un effort collectif de secours.

Le coordonnateur pour la crise alimentaire en Afrique relèvera du secrétaire d'État aux Affaires extérieures et travaillera directement avec le ministre des Relations extérieures et la présidente de l'ACDI.

M. MacDonald aura comme principales responsabilités d'évaluer la crise alimentaire en Afrique et plus particulièrement en

Éthiopie, de proposer au gouvernement des mesures concrètes à prendre dans la distribution des secours, de travailler avec les organisations non gouvernementales pour la mobilisation et l'acheminement des contributions du Canada afin de nourrir les victimes de la famine, de seconder les efforts des gouvernements provinciaux pour fournir de l'aide et tenir conseil avec d'autres pays donateurs et organismes internationaux.

L'Agence canadienne de développement international fournira 362,3 millions de dollars en aide alimentaire en 1984-1985, plaçant les Canadiens au premier rang, par habitant, de tous les donateurs de denrées alimentaires. L'Éthiopie, pour sa part, recevra 25 millions de dollars cette année, ce qui constitue une augmentation de 50 % par rapport à la période 1983-1984. Au cours des quatre dernières années, le Canada a fourni, à lui seul, entre un quart et un tiers de toute l'aide alimentaire reçue par l'Éthiopie. Il occupe ainsi le premier rang de tous les donateurs.

Fermeture de missions

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, a annoncé le 13 novembre que l'ambassade canadienne à Ouagadougou et les consulats à Birmingham, Rio de Janeiro, la Nouvelle-Orléans et Bordeaux seront fermés. Les économies totales pour 1985-86 atteindront ainsi la somme de 3,1 millions de dollars. D'autres missions fermeront plus tard pour réaliser des économies additionnelles.

M. Clark a noté que les fermetures n'auront pas d'impact sérieux quant aux services offerts dans les pays mentionnés, puisque les ambassades et consulats voisins s'occuperont des intérêts canadiens. M. Clark a fait remarquer que les gouvernements des pays concernés ont été assurés que les fermetures ne reflètent, en aucune façon, une diminution ni de l'intérêt du Canada envers ces pays, ni de l'engagement du gouvernement canadien de continuer à entretenir de bonnes relations politiques et économiques avec eux.

Ententes signées en Chine

La société montréalaise ASEA, la compagnie Cegelec Industrie, de LaPrairie (Québec), et l'Institut Armand-Frappier, de Laval (Québec), ont récemment signé des accords et des contrats en Chine.

La société ASEA a signé, avec le gouvernement chinois, un contrat de vente d'équipement de transmission d'énergie. La valeur de la transaction est de 5,5 millions de dollars. C'est également avec l'État chinois que Cegelec Industrie a conclu une entente de quelque 4 millions de dollars pour la vente d'appareils électriques, notamment des disjoncteurs de haute tension.

Quant à l'Institut Armand-Frappier, associé dernièrement avec Protein Research Foundation d'Osaka, au Japon, il a annoncé le 9 octobre la signature de deux accords de coopération avec des institutions de Shanghaï, l'université Fudan et l'Institut des produits biologiques. Le premier accord prévoit la conduite et la promotion d'un programme conjoint de recherche, de formation, d'échanges de connaissances scientifiques et techniques, et de transfert technologique dans le domaine de la virologie des invertébrés. Le deuxième accord, signé avec l'Institut des produits biologiques, consiste en un programme de formation de jeunes chercheurs, en échanges de connaissances scientifiques et en transferts technologiques, particulièrement dans le domaine de la bactériologie.